

L'engagement réussi de l'éducation supérieure en région envers l'intelligence collective

Marc-Urbain Proulx^a, Pierre-Luc Bouchard^b

RÉSUMÉ. Les institutions de l'éducation supérieure sont universellement sollicitées pour s'engager davantage dans une troisième mission, la fertilisation des innovations, à côté de l'enseignement et de la recherche. Les faits dévoilés dans cet article illustrent que, depuis cinq décennies, cet engagement s'avère déjà considérable pour les universités et les collèges des régions périphériques du Québec. Les programmes d'enseignement traditionnels se sont multipliés, diversifiés et segmentés en ciblant, à plus de 30 %, des besoins spécifiques au sein des milieux desservis. Ces besoins orientent aussi la grande majorité de la recherche appliquée, qui explose depuis quelques décennies. En outre, de nouvelles fonctions sont déjà bien exercées, principalement la formation continue, l'incubation d'entreprises et le transfert de savoir. Après l'effervescence initiale, le nouvel engagement souhaité apparaît déjà en vitesse de croisière. Il demeure néanmoins des potentialités réelles. Le principal défi à cet effet consiste à concevoir de nouveaux outils pour soutenir l'innovation aux régions en pleine transition.

ABSTRACT. Higher education institutions are universally called upon to engage in a 3rd mission, the enrichment of innovations, in addition to their traditional activities of teaching and research. The facts unveiled in this text illustrate that for five decades, the universities and colleges located in the peripheral regions of Quebec have already shown a considerable commitment to this mission. Traditional education programs have multiplied, diversified and segmented, by targeting the specific needs within the communities they serve by over 30%. These needs also guide the vast majority of applied research, which has exploded since a few decades. In addition, new functions are already well carried out, mainly continuing education, business incubation and knowledge transfer. After the initial frenzy, the desired new engagement has already hit its stride. Nevertheless, there are still real possibilities. The main challenge in this regard is to design new tools to support innovation for regions in transition.

La réflexion à propos de la pertinence scientifique et sociale de l'offre d'éducation supérieure dans ses diverses formes actuelles et potentielles s'avère ancrée dans l'histoire du Québec. L'anthologie de 1770 à 1970 de Corbo et Ouellon (2001) contenant de multiples contributions au débat nous permet de constater toute la richesse de cette réflexion collective, à laquelle furent associés bien sûr des éminences du clergé, mais aussi des penseurs bien connus, dont Thomas-Eugène Hamel, Édouard Montpetit, Lionel Groulx, André Laurendeau et Guy Rocher. Dans le sillon progressiste du visionnaire Alexander von Humboldt (1769-1859), qui

préconisa l'unification institutionnelle de l'enseignement et de la recherche, les universités McGill (1821), Laval (1852) et Montréal (1878) furent créées. Aussi, de nombreux collèges, écoles spécialisées et instituts de recherche ont réalisé leur œuvre pionnière.

Au cours des années 1960, un nouvel « esprit du temps » favorisa un important mouvement de grandes ingénieries institutionnelles qui toucha de front l'éducation supérieure (Lucier, 2016). Avec en toile de fond la finalité concernant l'accessibilité universelle, deux réseaux de l'éducation supérieure furent planifiés au Québec selon un objectif

^a Professeur, Université du Québec à Chicoutimi, directeur du Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT)

^b Enseignant, Collège d'Alma

d'extension de leurs établissements en région, soit les collèges d'enseignement général et professionnel (cégep) ainsi que les universités du Québec (UQ). À la conclusion de ce déploiement régional, 5 constituantes des UQ¹ et 13 collèges² desservent aujourd'hui les territoires de la périphérie³ québécoise par l'entremise de leurs missions reliées à l'enseignement des disciplines traditionnelles et à la recherche fondamentale.

Dans la foulée de cette décentralisation, on répondait explicitement aussi à des besoins spécifiques de création et de diffusion de connaissances appliquées dans les domaines de l'agriculture, de la forêt, de l'eau, des mines, du maritime, de l'énergie, de l'aluminium, de la tourbe, de la sylviculture, de l'innovation sociale et d'autres spécialisations régionales, dont certaines furent ciblées pour y concentrer prioritairement des ressources publiques.

Cette volonté de rapprochement des besoins locaux et régionaux par les services des institutions de l'éducation supérieure fait partie de leur vocation en regard du soutien au développement de leur milieu (Riverin, 1991; Ferretti, 1995). On désirait répondre à la nécessité d'expertises scientifiques pointues dans un monde contemporain au sein duquel le développement social, culturel et économique s'avère largement dépendant du savoir et de la connaissance. La démocratisation de ces derniers est apparue comme un impératif sociétal pour le Québec et ses régions, tout en respectant d'autres principes fondamentaux portant sur la liberté de l'enseignement, l'autonomie, la pensée critique, la participation, la collégialité et d'autres valeurs humanistes (Roy et Gingras, 2012).

En se rapprochant davantage des besoins, les pratiques nouvelles de démocratisation de l'éducation supérieure semblent correspondre à la troisième mission, la fertilisation de l'innovation, largement préconisée par la littérature scientifique récente (Etzkowitz et collab., 2000; Uyerra, 2010; Watson et collab., 2013). Elles furent néanmoins justifiées et promues au Québec dans le cadre d'un large mouvement d'innovation au sein de l'éducation supérieure. Open University au Royaume-Uni, Vincennes en France, Stanford aux États-Unis, tout comme bien d'autres institutions, s'inscrivent aujourd'hui comme des modèles réussis.

Ce texte illustrera que l'engagement réel des institutions de l'éducation supérieure en région au

Québec a permis d'expérimenter certaines pratiques originales qui, finalement, pourraient valider l'hypothèse d'un *success-story*.

1. Enseignement ciblé

Depuis 1967, la mission de l'enseignement dans les collèges s'est déployée par phases distinctes correspondant à différentes vagues de mise en place de nouveaux établissements, ce qui porta progressivement le nombre à 48 entités en 2006. Aussi, plusieurs satellites de ces collèges furent établis à distance afin de mieux rejoindre les clientèles. Au total, cela fit passer l'accès aux études collégiales de 16 % dans la décennie 1960 à 64 % en 2012 (Fédération des cégeps, 2016).

Deux types de diplômes d'études collégiales (DEC) sont offerts, soit l'enseignement professionnel (spécialisation technique) et l'enseignement général (préuniversitaire). Les cégeps localisés en région ont vu une certaine explosion de leur offre. Le nombre total de DEC a ainsi augmenté de 51 à 210 programmes en 2018, avec des sommets de 240 atteints en 1988 et de 243 en 2002. Stabilisé autour de 200 à 225 programmes offerts annuellement sur divers lieux de la périphérie québécoise, l'enseignement collégial est désormais une réalité courante pour les jeunes en désir d'acquérir des compétences et des expertises. Pour chaque cégep, les choix de programmes professionnels menant à un diplôme sont généralement en phase avec les besoins collectifs de leur propre aire de rayonnement (Héon, Savard et Hamel, 2006). Aussi, on sert souvent de ces spécialisations professionnelles pour confectionner des stratégies de positionnement collégial protégé afin d'attirer des étudiants de l'extérieur de la région, voire du pays.

Du côté des cinq UQ localisées en région, si 161 programmes de premier cycle étaient dénombrés en 1973, le nombre total a ensuite explosé, puis s'est stabilisé pour atteindre 547 programmes en 2016. En présence limitée, les programmes d'études de cycles supérieurs se sont aussi rapidement multipliés, puis se sont stabilisés à 261 en 2016. Dans l'ensemble, environ 30 % de ces programmes de cycles supérieurs sont ciblés totalement ou en partie sur des besoins régionaux spécifiques (Proulx, 2018; Proulx et Maltais, 2019), notamment 42 % à l'UQAR.

De surcroît, signalons qu'en 2018, les cinq UQ en région ont offert 369 programmes universitaires courts (certificat, attestation ou autres), soit 240 s'adressant à des étudiants du premier cycle et 129 destinés aux cycles supérieurs. Depuis les années 1990, ce type de produits éducatifs s'avère en forte hausse au sein des UQ en région, leur nombre passant de 35 à 181 en 2000-2001, à 299 en 2010-2011, avant d'atteindre le nombre actuel. Ces programmes courts permettent aux experts sur le marché du travail de poursuivre leur formation universitaire par des apprentissages spécialisés et accessibles. Ils illustrent l'important effort d'accessibilité qui est déployé. Un bon nombre de ces courtes formations répond à des besoins régionaux tout à fait spécifiques, notamment 39 % à l'UQAC.

Tant et si bien que le taux de diplomation universitaire en périphérie au Québec est passé de moins de 2 % dans les années 1960 à plus de 17 % aujourd'hui (Proulx, 2018). Mis à part ces efforts d'accessibilité à l'enseignement universitaire et collégial, les institutions d'enseignement supérieur en région s'engagent encore davantage par l'entremise de cette mission classique. En effet, la formation continue se démarque de toute évidence comme activité majeure des cégeps et des UQ en région au Québec. Elle représente fort bien le déploiement de la troisième mission de l'éducation supérieure en région. Voici pourquoi.

Hors des cheminements régulier, professionnel ou technique, bien régis par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, les cégeps proposent, sous leur responsabilité propre depuis 1994, des attestations d'études collégiales (AEC) bien spécifiques qui sont largement destinées à une clientèle adulte. À partir de 1995, le nombre d'AEC offertes en région est monté en flèche pour atteindre plus de 250 en 2008-2009, avant de se stabiliser à environ 200 (Proulx et Bouchard, 2021). Ces formations pointues répondent généralement à des besoins régionaux constatés tels que l'exploration diamantifère, la sylviculture, la technologie minérale, l'exploitation d'un verger nordique, la gestion agricole, etc. Aussi, certains de ces programmes d'AEC deviennent des spécialisations originales, voire exclusives pour attirer des étudiants de l'extérieur.

Aucunement en reste, les constituantes régionales des UQ s'avèrent, elles aussi, considérablement

engagées pour répondre aux besoins de leur milieu en matière de formation continue. Cet engagement se traduit par la livraison de plusieurs produits éducatifs bien ciblés, voire sur mesure qui conduisent à l'obtention de crédits, d'attestations et d'autres formes de reconnaissance en regard d'un gain formel de connaissances. Chaque UQ localisée en région possède un centre spécifique entièrement dédié à cette fonction particulière (Proulx, 2019). Des points de service décentralisés augmentent l'accessibilité à cette formation continue. Les outils Internet pour la diffusion sont aussi de plus en plus utilisés. On cible en outre des clientèles spécifiques, notamment les gestionnaires dans divers secteurs, le monde municipal et le troisième âge. Signalons que l'UQAT et l'UQAC possèdent des bâtiments spécifiques pour offrir des services dédiés spécialement aux Premières Nations.

2. Recherche ciblée

Pour les cinq établissements des UQ en région, la recherche appliquée et les transferts technologiques furent privilégiés, avec des expertises pointues et reconnues au sein de ces institutions. Des organismes spécifiques ont été institués, par exemple le Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium (CQRDA) à l'UQAC, au Saguenay. Par ailleurs, de nombreuses chaires de recherche appliquée et de recherche-développement se sont aussi greffées aux laboratoires et centres agréés de recherche fondamentale (Proulx, 2018) grâce à l'apparition de nouveaux programmes du gouvernement fédéral. L'implication de corporations privées fut réelle aussi. De fait, des commandites de recherche furent sollicitées et honorées au sein d'un ensemble de nouveaux partenariats avec les milieux.

Pour les cinq UQ en région, le financement public et privé de la recherche, qui était de 22,5 M\$ en 1990-1991, a explosé au cours de cette décennie (Proulx, 2018) avec un sommet de 110 M\$ en 2010-2011, pour se stabiliser par la suite. Si chacune des cinq constituantes des UQ observées s'est stratégiquement spécialisée dans des créneaux correspondant à ceux de l'économie de leur aire de rayonnement, au total de la recherche universitaire effervescente, on constate néanmoins une croissante diversification des champs investigués autour de spécificités territoriales variées et illustrées tactiquement par les acteurs locaux. Nous avons constaté des ratios élevés et très élevés de ciblage poussé de

L'ensemble de la recherche de toute évidence appliquée sur les besoins particuliers des régions, qui atteignent 30 % pour l'UQTR et l'UQO, 63 % pour l'UQAC et plus de 80 % pour l'UQAR et l'UQAT (Proulx, 2019).

Afin d'améliorer la performance des entreprises et de soutenir le développement du territoire de rayonnement des cégeps, le gouvernement du Québec a en outre mis en place les centres collégiaux de transfert de technologie (CCTT) en plusieurs phases distinctes depuis 1983 (Piché, 2011). Sur la base des expertises reconnues au sein des collèges, la mission principale de ces centres consiste à effectuer de la recherche appliquée de nature partenariale et bien ciblée sur les besoins du milieu, soit dans des secteurs industriels traditionnels (p. ex., la foresterie, la métallurgie, les pâtes et papiers, l'aérospatiale), soit dans de nouveaux champs plutôt intersectoriels (p. ex., la robotique, la géomatique, la production automatisée et les technologies environnementales). À partir de la décennie 2000, les CCTT, tous agréés par le gouvernement, ciblèrent des champs encore moins traditionnels, tels que le génie alimentaire, les résidus industriels, l'imagerie numérique, les médias interactifs et la logistique avancée. Depuis peu, plusieurs de ces centres collégiaux ciblent expressément l'innovation sociale, ce qui illustre que les impératifs

changements sociétaux actuels au Québec ne sont pas que purement technologiques (Vigneault, 2019).

Sur les 59 CCTT à l'œuvre au Québec à la fin de 2018, 18 sont greffés aux 13 cégeps localisés en périphérie. De 2012 à 2017, ces centres présents en périphérie ont porté plus de 400 projets spécifiques de recherche appliquée et de transfert associés à des besoins exprimés par des partenaires, qui sont des PME, des municipalités, des organismes à but non lucratif ou des organisations diverses. À lui seul, Agrinova du Collège d'Alma a obtenu 89 de ces projets. Parce qu'ils répondent à des problèmes réels sur le terrain, les recherches et les transferts menés par les CCTT sont généralement de courte durée, soit entre trois à six mois.

3. Modélisation

Les trois missions collégiales et universitaires peuvent être illustrées par le schéma ci-dessous afin de proposer les principales composantes d'une modélisation. Interreliées, les missions d'enseignement et de recherche observées dans les composantes régionales contribuent ensemble à une troisième mission, concernée par la fertilisation de l'innovation en instaurant des maillages créatifs sur les territoires.

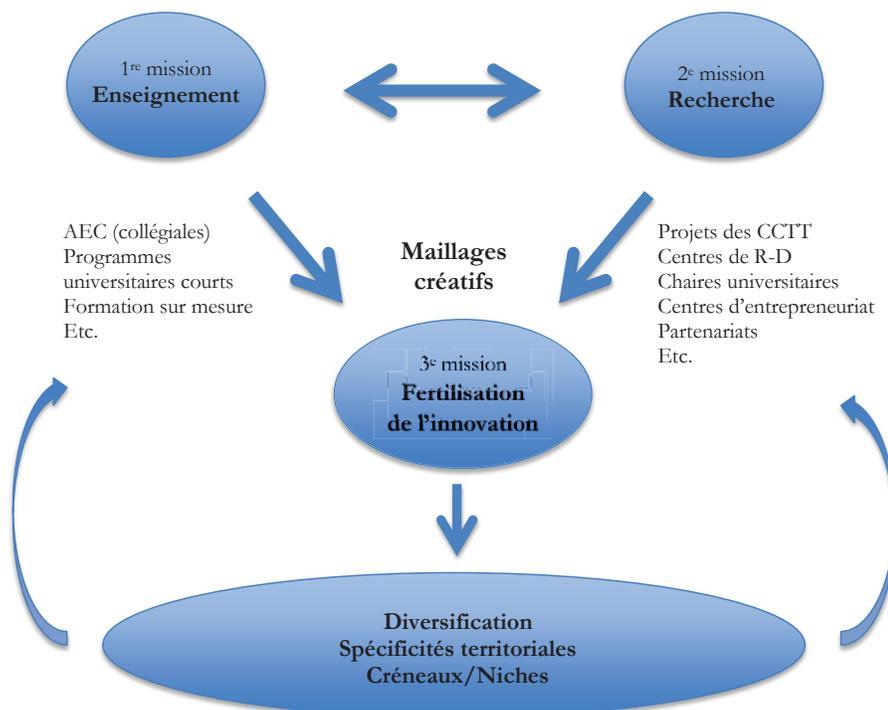


Figure 1 – Missions des collèges et universités en région

L'objectif implicite ou plus ou moins explicite des établissements vise la diversification socioéconomique territoriale en fonction des spécificités de chaque milieu. Si les AEC et les transferts technologiques représentent deux outils utilisés par les cégeps en région pour soutenir l'innovation (Bouchard, 2020), ils sont accompagnés au sein des UQ par des programmes universitaires courts, de la recherche-développement, de la formation sur mesure, des stages professionnels, de la recherche appliquée, de l'incubation entrepreneuriale, etc. En d'autres termes, la réalisation de la troisième mission par les cégeps et les universités en région semble être le résultat de l'exercice des deux premières missions sur les territoires desservis.

À cet effet de performance de la troisième mission, un ensemble de partenariats se tisse entre les institutions de l'éducation supérieure présentes et les différents acteurs des régions. Pour l'instant, nous n'en connaissons que peu de choses, tout comme nous manquons de connaissances sur les liaisons ascendantes entre les spécificités territoriales et les cibles retenues par les collèges et universités. En réalité, les données qui induisent notre modélisation possèdent encore plusieurs hypothèses limitatives, qui stimulent par contre la recherche sur le phénomène en cours.

Devant ces limites analytiques bien assumées, la prochaine section illustrera plus en détail certaines composantes qui participent à cette troisième mission.

4. Relations cognitives

Par ailleurs, il convient de relever que le savoir et la connaissance en cumul et en diffusion au sein des 13 collèges et des 5 universités localisés en périphérie au Québec disposent d'autres moyens de nature interactive pour rayonner dans leur milieu. Ces pratiques de rayonnement s'inscrivent directement au sein de ladite troisième mission visant à nourrir l'intelligence collective. Soulignons tout de suite qu'il n'existe pas de comptabilité formelle de ces nébuleuses territoriales de relations cognitives puisqu'il s'agit d'un phénomène fort difficile à isoler. Or, pour les cinq UQ en particulier, nous avons effectué un effort de saisie et d'analyse en ce qui concerne leurs contributions à la planification territoriale (Proulx, 2018) et au soutien à l'innovation (Proulx, 2019). Si de nouveaux faits furent révélés, ces deux exercices demeurent encore imparfaits.

Afin de répondre à une demande sociale grandissante d'information, une stratégie de représentation de chaque établissement collégial et universitaire en région s'est affirmée dans les décennies 1980 et 1990, notamment par l'entremise des services de relations publiques, qui se sont davantage structurés et formalisés. Les récents efforts publics formels de transfert de savoir et de technologies ont contribué à ce phénomène de diffusion déjà existant en multipliant les maillages et les partenariats. Cette formule relationnelle souple mais formalisée des collèges et des UQ en région s'est généralisée pour aboutir très souvent à des commandites, à des contrats ou tout simplement à des services rendus plus ou moins bénévolement.

Pour des raisons de proximité, de convivialité et de réseautage avec leur aire de rayonnement respectif, il existe en outre une importante imbrication naturelle entre les institutions d'enseignement supérieur et leur territoire de localisation, ne serait-ce que par la participation des professeurs et chercheurs dans les divers groupes de la société civile. Qui plus est, les experts collégiaux et universitaires livrent des allocutions; participent à des conseils, tables et comités; rencontrent des experts du milieu; offrent des avis formels et informels; etc. On les mobilise aussi pour exprimer leur vision, pour documenter des problématiques, pour formuler de nouvelles options, pour établir des éléments de faisabilité pour des actions, etc. Il arrive en outre que ces experts s'engagent socialement de manière encore plus formelle, notamment lors des élections municipales.

Il est important de souligner que les professeurs et chercheurs s'avèrent porteurs de messages significatifs et de signaux forts. Ils diffusent des rapports de recherche, des documents publiés, des notes formalisées, des chroniques dans les médias, etc. Plusieurs revues et journaux à grand tirage font appel à ces experts. Ils sont aussi sollicités par divers bulletins corporatifs de tous genres. Pour ne donner qu'un exemple, un de ces vecteurs de connaissance prend la forme de trois numéros annuels de la revue de vulgarisation scientifique de l'UQAC que vous lisez en ce moment. Il arrive de surcroît que ces experts de l'enseignement supérieur jouent leur rôle intellectuel en livrant des messages constructifs ou critiques non sollicités qui peuvent contribuer à s'interroger sur des enjeux et à solliciter de nouvelles réponses.

Ces signaux forts, diffusés ou « transférés », débouchent régulièrement sur des colloques, symposiums et séminaires touchant des thèmes spécifiques en interpellant les divers milieux pour assister plus ou moins activement à la création de contenus dans un esprit de valorisation et d'appropriation. Il existe aussi des cercles de conférence, des séminaires organisés et des rencontres collectives de diverses natures. Dans l'ensemble des 5 UQ et des 13 collèges en région se déroulent bon an mal an entre 10 à 15 événements importants et de nombreux rendez-vous bien visibles qui stimulent la réflexion collective appuyée par la théorie maîtrisée par les professeurs et chercheurs. Une des formules intéressantes réside dans l'organisation d'événements de style forum avec l'inclusion à part entière des experts du milieu autour d'enjeux socialement pertinents, par exemple la décentralisation, l'économie sociale, le développement local, l'énergie renouvelable, les partenariats autochtones, etc. Des initiatives sont souvent amorcées en projets d'action lors de ces événements collectifs avec le milieu.

En matière de soutien à l'entrepreneuriat, nous avons vu que les quelque 400 projets conduits de 2012 à 2017 en partenariat par les CCTT en région illustrent bien l'engagement des collèges dans la recherche appliquée, qui fait cheminer des idées, des intentions et des volontés vers des actions et activités novatrices dans le milieu. L'entrepreneur est considéré comme le porteur de l'innovation. Dans chacun des cinq établissements des UQ en région, le soutien à l'entrepreneuriat prend la forme d'un mécanisme formel de promotion d'initiatives connu sous la dénomination de centre d'entrepreneuriat. Le patriarche de ces centres est logé à l'UQTR et il possède l'équipe d'experts et de chercheurs la plus importante. Nous avons étudié et comparé les activités des cinq centres bien actifs en mettant en exergue une dizaine d'attributs (Proulx, 2019). Mises à part les fonctions d'enseignement et de recherche à l'UQTR, et aussi à l'UQO dans une moindre mesure, le soutien apporté à l'entrepreneuriat s'avère surtout concerné par la promotion de la culture entrepreneuriale ainsi que par la confection de plans d'affaires pour lancer et consolider des entreprises. Évidemment, le soutien à l'entrepreneuriat étudiant représente la fonction première pour toutes les constituantes des UQ en région. Signalons que l'UQAT accorde une attention tout à fait particulière aux entreprises autochtones,

tandis que l'UQO offre des enseignements dans ce domaine aux premier et deuxième cycles d'études.

Signalons pour terminer que nous ne disposons d'aucune comptabilité formelle et globale pour mesurer les retombées reliées (investissements, emplois, valeur ajoutée, masses salariales, etc.) ni pour les comparer aux efforts collégiaux et universitaires dans la promotion de l'entrepreneuriat en région. La culture entrepreneuriale ainsi que l'innovation s'avèrent difficiles à saisir. D'une manière générale, on constate toutefois que l'explosion des initiatives individuelles et corporatives, nécessaire et souhaitée, n'est pas suffisamment au rendez-vous en région. Néanmoins, l'esprit d'entreprise promu génère des résultats « endogènes » de natures culturelle, sociale et économique, bien visibles dans le Bas-Saint-Laurent, la vallée de la Matapédia, le corridor industriel Alma-La Baie ainsi qu'au sein des principaux pôles régionaux.

Conclusion

Nous venons de voir que, depuis cinq décennies, les institutions nouvelles de l'éducation supérieure en région au Québec ont été considérablement impliquées pour servir l'intelligence de leur milieu réciproque. La forte adaptation de l'offre d'enseignement désormais très segmentée a rendu l'éducation supérieure beaucoup plus accessible. À cet effet, l'important bond de la diplomation collégiale et universitaire en périphérie représente une mesure du succès, même s'il reste encore un rattrapage important pour rejoindre la moyenne québécoise. Aussi, les chercheurs en région ont été considérablement préoccupés par l'application de leurs méthodes sur des problèmes concrets. Cette mission de recherche appliquée, déjà mature, se déploie encore actuellement en accentuant la diversification par de nouveaux programmes, projets, laboratoires et centres de transfert.

De fait, l'engagement institutionnel au sein d'une troisième mission, tel qu'il est proposé par la littérature récente, fut fort bien exercé dans un esprit de réponse aux besoins de connaissance sur les territoires. Ainsi, les divers milieux en besoin ont été alimentés par toutes sortes de savoirs transférés par divers moyens au sein d'une espèce de nébuleuse de relations cognitives considérablement enrichies. Dans cet engagement collégial et universitaire en région, le processus observé illustre

manifestement une forte interrelation des trois missions exercées par l'éducation supérieure.

En substance, il est possible de tracer le chemin parcouru par les UQ et les collèges. Après l'audacieuse période de démarrage, l'offre explosive a longuement marqué l'évolution des institutions. Puis, l'explosion a été suivie d'une phase de « vitesse de croisière ». Stabilité du rythme qui se maintient toujours face à un environnement mondial caractérisé par l'accélération des changements nourris par ladite société du savoir, qui sollicite, à un niveau élevé, la demande de connaissance en région (Proulx, 2019). Au total de leur œuvre mesurée par plusieurs indicateurs, les cégeps et les UQ localisés en région s'inscrivent comme une composante majeure des ensembles territoriaux d'acteurs enchevêtrés concernés par le soutien collectif à l'innovation et au développement. Ces ensembles nébuleux dont le jeu relationnel complexe s'avère encore mal compris dans ses vertus cognitives, même si les modélisations progressent à travers les difficultés méthodologiques pour saisir le phénomène éventuellement mieux maîtrisable (Proulx, 2019).

On constate en perspective que la dominante stratégie nationale de concentration des ressources dans les grandes spécialisations régionales (créneaux) a été judicieusement secondée par les tactiques locales de mise en valeur de spécificités (niches) en amenant l'éducation supérieure à se diversifier. Certaines unités actives deviennent ainsi très pertinentes dans une panoplie de spécialités utiles telles que la valorisation du bois, la démocratie, les énergies renouvelables, le management de projet, l'économie sociale, les jeux vidéo, la santé nordique, les rejets miniers, les ressources aquatiques, la gouvernance autochtone, l'écologie du paysage, etc. Cette diversification aucunement épuisée de l'éducation supérieure en région ajoute

aux spécialisations devenues traditionnelles, par exemple l'organisation communautaire, les sciences de la mer, les études régionales, l'aluminium, les ressources minérales, les PME et l'entrepreneuriat, la forêt, le givrage atmosphérique, etc.

Ainsi, tout en jouant leur rôle de cumul et de synthèse pour nourrir les fondements scientifiques à diffuser, les collèges et les UQ en région rendent opératoires les concepts et les modèles abstraits pour favoriser une meilleure assimilation. Avec des expertises originales ciblées sur des spécificités de leur territoire périphérique, ces établissements sont fort bien positionnés actuellement pour poursuivre leur œuvre dans un contexte où l'intelligence collective est recherchée. Les institutions de l'enseignement supérieur ont en réalité relevé le défi de bien servir leur milieu. Leur engagement social réel peut facilement être interprété comme un véritable succès.

À cet effet, les riches acquis de l'éducation supérieure en région au Québec peuvent-ils être davantage mis à contribution dans un esprit d'innovation et de développement? L'analyse livrée dans ce texte nous conduit à une réponse positive. Certains éléments de l'offre pourraient sûrement bénéficier encore d'améliorations marginales grâce à la vigie, qui est désormais devenue un réflexe institutionnel des UQ et des collèges à l'étude. Or, selon notre lecture de la situation, l'enjeu le plus impératif réside dans l'élaboration de cadres globaux d'observation et d'analyse du soutien territorial à l'innovation afin de visualiser, de soutenir, d'influencer et d'orienter les multiples actions individuelles et corporatives bien intentionnées en région. Le caractère très fragmenté et éclaté des nombreux acteurs concernés, y compris les collèges et UQ, doit faire place à plus de coordination, de cohésion, d'harmonie et de synergie territoriale afin de mieux servir la cause régionale défendue par tous.

NOTES

- 1 Les constituantes UQ considérées en périphérie sont l'UQAR, l'UQAC, l'UQO, l'UQAT et l'UQTR
- 2 Les collèges considérés en périphérie sont les Cégeps de la Gaspésie et des Îles, de Matane, de Rivière-du-Loup, de Rimouski, de La Pocatière, de Chicoutimi, de Jonquières, d'Alma, de Saint-Félicien, de l'Abitibi-Témiscamingue, de Baie-Comeau, de Sept-Îles et de l'Institut de technologie agroalimentaire de La Pocatière.
- 3 Bas-Saint-Laurent; Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine; Côte-Nord; Nord-du-Québec; Saguenay-Lac-Saint-Jean; Abitibi-Témiscamingue.

RÉFÉRENCES

- Bouchard, P.-L. (2020). *Le rôle de l'éducation supérieure dans le soutien à l'innovation : le cas des cégeps en périphérie québécoise* [Mémoire de maîtrise non publié] Université du Québec à Chicoutimi, Chicoutimi, Qc. Repéré à https://constellation.uqac.ca/5747/1/Bouchard_uqac_0862N_10674.pdf
- Corbo, C. et Ouellon, M. (2001). *L'idée d'université : une anthologie des débats au Québec de 1770 à 1970*. Montréal, QC : Presses de l'Université de Montréal.
- Etzkowitz, H., Webster, A., Gebhardt, C. et Cantisano Terra, B. R. (2000). The future of the university and the university of the future: Evolution of ivory tower to entrepreneurial paradigm. *Research Policy*, 29(2), 313-350. [https://doi.org/10.1016/S0048-7333\(99\)00069-4](https://doi.org/10.1016/S0048-7333(99)00069-4)
- Fédération des cégeps. (2016). *Regards sur... le réseau collégial public : pour l'accessibilité aux études supérieures au Québec*. Repéré à https://fedcegeps.ca/wp-content/uploads/2016/11/Fiche_Regard-1-R%c3%a9seau_coll%c3%a9gial_public-2016.pdf
- Ferreti, L. (1994). *L'université en réseau : 25 ans de l'Université du Québec*. Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Héon, L., Savard, D. et Hamel, T. (2006). *Les cégeps : une grande aventure collective*. Ste-Foy, QC : Presses de l'Université Laval.
- Lucier, P. (2016). Les politiques publiques et « l'esprit du temps » : 50 ans de politiques en éducation. Dans P. Doray et C. Lessard (dir.), *50 ans d'éducation au Québec* (p. 55-66). Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Piché, S. (2011). *La recherche collégiale : 40 ans de passion scientifique*. Ste-Foy, QC : Presses de l'Université Laval.
- Proulx, M.-U. (2018). La contribution des constituantes à la planification régionale. Dans P. Doray, E.-L. Dussault, Y. Rousseau et L. Sauvageau (dir.), *L'Université du Québec 1968-2018 : 50 ans de contributions éducatives et scientifiques au développement du Québec* (p. 433-448). Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Proulx, M.-U. (2019). *Splendeurs, misères et ressorts des régions*. Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Proulx, M.-U. et Bouchard, P.-L. (2021). L'éducation supérieure et les systèmes d'innovations en région du Québec. *Recherches sociographiques*, LXI(1), 31-56.
- Proulx, M.-U. et Maltais, E. (2019). L'engagement des cinq constituantes UQ en région dans le soutien à l'innovation. Dans M.-U. Proulx et M.-C. Prémont (dir.), *50 ans de politique territoriale au Québec* (p. 351-387). Québec, QC : Presses de l'Université du Québec. <https://doi.org/10.2307/j.ctv10qpxcd.20>
- Riverin, A. (1991). *Du sillon à la gerbe*. Saint-Jean-sur-Richelieu, QC : Éditions JCL.
- Roy, L. et Gingras, Y. (2012). *Les universités nouvelles : enjeux et perspectives*. Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Uyarra, E. (2010). Conceptualization of the region roles of universities, implications and contradictions. *European Planning Studies*, 18(8), 1227-1246. <https://doi.org/10.1080/09654311003791275>
- Vigneault, R. M. (2019). La recherche appliquée collégiale : 35 ans de médiation des savoirs pour le développement. Dans M.-U. Proulx et M.-C. Prémont (dir.), *50 ans de politique territoriale au Québec* (p. 327-350). Québec, QC : Presses de l'Université du Québec. <https://doi.org/10.2307/j.ctv10qpxcd.19>
- Watson, D., Hollister, R., Stoud, S. E. et Babcock, E. (2013). *The engaged university: International perspectives on civic engagement*. Londres, Royaume-Uni : Routledge.